



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Situation de l'hôpital et crise du coronavirus

Question au Gouvernement n° 2767

Texte de la question

SITUATION DE L'HÔPITAL ET CRISE DU CORONAVIRUS

Mme la présidente. La parole est à M. Robin Reda.

M. Maxime Minot. Un homme libre !

M. Robin Reda. Monsieur le Premier ministre, la motion de censure qui sera soutenue par les membres du groupe Les Républicains, cet après-midi, viendra sanctionner la légèreté avec laquelle vous avez traité le dossier des retraites,...

M. Pierre Cordier. Très bien !

M. Robin Reda. ...mais elle sanctionnera en réalité bien d'autres échecs, parmi lesquels celui que traduit la crise de l'hôpital public.

Alors que l'arrivée annoncée de l'épidémie de coronavirus fait de notre système de santé une matriochka, nous faisons face à une crise dans la crise à l'hôpital. L'hôpital c'est un peu comme votre gouvernement : quand ceux qui sont en première ligne sont épuisés, il y a de moins en moins de monde en deuxième ligne pour prendre le relais tant vous avez asséché les territoires. *(M. Maxime Minot et M. Jean Lassalle applaudissent.)*

Entre la gestion des patients courants, l'intensification des urgences et le besoin d'espaces isolés d'accueil pour les patients touchés, les Français s'inquiètent de voir nos grands hôpitaux démunis face à la probable épidémie. Postes non pourvus, gardes à rallonge, personnels en souffrance : c'est toujours la réalité dans nos établissements de santé, malgré vos mesures d'urgence.

Cette crise ne va faire qu'aggraver la violence des déserts médicaux, là où, les uns après les autres, les hôpitaux de proximité sont torpillés par le pouvoir central. Dans la ruralité mais aussi en banlieue, comme dans ma ville de Juvisy-sur-Orge, la souffrance des urgences de proximité ne permettra pas d'assurer le bon fonctionnement de la « deuxième ligne » pourtant nécessaire pour éviter la psychose et traiter correctement l'arrivée d'une épidémie.

Monsieur le Premier ministre, le plan d'urgence pour hôpital, « ma santé 2022 », présenté en novembre dernier par votre ancienne ministre des solidarités et de la santé, montre déjà ses limites. Vous n'aviez rien annoncé, ni création de postes ni ouvertures de lits : c'est cela qui pèsera le plus dans ce contexte de vigilance maximale. Cela revient-il à dire aux 4 millions de personnes qui vivent dans un désert médical qu'elles seront moins bien prises en charge que les autres Français ?

Les questions qui se posent sont simples et très concrètes. À ce stade de l'épidémie, nos hôpitaux sont-ils vraiment prêts ? Comment comptez-vous associer les médecins du premier recours dans nos territoires ? Êtes-vous conscient que ces moments de crise révèlent l'importance de conserver des hôpitaux de proximité et des services d'urgence dans tous les territoires ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR. – Mme Marie-France Lorho applaudit également.*)

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre des solidarités et de la santé.

M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé. Figurez-vous que nous allons dans les hôpitaux – j'y travaille. Nous étions hier matin à Bordeaux, avec le Premier ministre, à la rencontre des équipes hospitalières. Personne ne nous a dit que l'hôpital ne serait pas à la hauteur pour prendre en charge les malades. (*M. Erwan Balanant applaudit.*)

Il y a eu des médecins et des soignants pour nous dire que l'hôpital était sous tension, et qu'il avait besoin d'être soutenu pour tenir. C'est évident, et c'est ce à quoi nous nous employons. Mais, personne n'a affirmé devant nous que l'hôpital ne serait pas à la hauteur. Vous êtes le premier à me dire cela depuis quinze jours. (*Applaudissements prolongés sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Je vous le dis : l'hôpital sera à la hauteur, la médecine de ville sera à la hauteur, nos infirmiers seront à la hauteur, nos ambulanciers et nos pompiers seront à la hauteur de cette crise virale. Monsieur Robin Reda, ne vous transformez pas en prédicateur de malheur ! (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Pierre Cordier. Ce n'est pas du tout ce qu'il a dit ! Il faut écouter les questions !

M. Olivier Véran, ministre. Nous pouvons être fiers de notre système de santé et c'est pour cela que nous le soutenons. J'ai répondu à la question de Mme Jeanine Dubié en annonçant 260 millions de financements supplémentaires pour l'hôpital public. Nous faisons le tour des hôpitaux, et j'ai annoncé qu'il n'y a pas un département de France, pas un seul département, dans lequel il n'y aura pas un hôpital capable de prendre en charge l'ensemble des malades de A à Z !

M. Maxime Minot. Vous n'avez pas écouté : personne n'a dit le contraire !

M. Olivier Véran, ministre. Nous devons travailler le lien pré-hospitalier avec le lien hospitalier, et préparer, dans l'hypothèse d'une épidémie, le lien entre l'hôpital et la médecine de ville. Tout cela mobilise beaucoup d'énergie. Nos soignants sont parmi les meilleurs du monde parce qu'ils sont parmi les mieux formés du monde et qu'ils ont une vocation extrêmement forte. Je crois que la représentation nationale s'honorerait à le reconnaître et à les soutenir. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, MODEM et UDI-Agir.*)

M. Pierre Cordier. menteur !

Données clés

Auteur : [M. Robin Reda](#)

Circonscription : Essonne (7^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2767

Rubrique : Établissements de santé

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [4 mars 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [4 mars 2020](#)